VILLE DE HERICOURT
70 400

# DEMANDE DE SUBVENTION

Cachet d'arrivée

**2027**

*Je vous invite à retourner la présente demande en **MAIRIE D'HERICOURT** exclusivement et au plus tard le **29 JANVIER 2027**.*
*Vous assurant d'une étude attentionnée de votre dossier, je vous adresse mes salutations distinguées.*
*Le Maire, Gilles LAZAR*

MAIRIE D'HERICOURT (Hte-Saône)

## ☒ NOM DE L'ASSOCIATION : .....

Président (NOM et Prénom) : .....

Objet statutaire (tel qu'il figure dans les statuts) : .....
.....

Siège social : .....Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : .....Adresse mail : .....

**N° SIRET obligatoire :** .....

## ☒ SECTION DE (le cas échéant) : .....

Responsable de la section (NOM et Prénom) : .....

Adresse : .....Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : .....Adresse mail : .....

## ☒ NOMBRE D'ADHÉRENTS .....dont ..... d'Héricourt, Byans, Bussurel, Tavey

## ☒ MONTANT DE LA COTISATION PAR ADHÉRENT : .....

Le signataire de la présente atteste :

- de l'exactitude des renseignements communiqués,
- que l'association est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale,
- que l'association a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé (Application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations).

Fait à Héricourt,
Le

Le Président de l'association

# LES PIÈCES À JOINDRE À LA DEMANDE DE SUBVENTION :

**1/ DANS TOUS LES CAS en l'absence de l'une de ces pièces, le dossier ne pourra pas être instruit :**

❒ **RAPPORT D'ACTIVITÉS** de l'exercice écoulé

❒ **BILAN FINANCIER** du dernier exercice certifié par le Président et le Trésorier

❒ **BUDGET PRÉVISIONNEL** (tableau ci-dessous)

❒ **R**elevé d'**I**dentité **B**ancaire (R.I.B.) ou postal

❒ **COPIE de l'ATTESTATION d'ASSURANCE** en **RESPONSABILITÉ CIVILE**

❒ Photocopie des factures acquittées au cours de l'année écoulée pour **TRAVAUX DE REPROGRAPHIE** *(ne concerne que les associations héricourtoises)*

**2/ EN CAS DE PREMIÈRE DEMANDE, JOINDRE ÉGALEMENT**

❒ **STATUTS** DE L'ASSOCIATION

❒ RÉCÉPISSÉ de la **DÉCLARATION** en **SOUS-PRÉFECTURE**

**RAPPEL :** *L'Article 5 de la Loi du 1er Juillet 1901 précise que les Associations sont tenues de* ***faire connaître dans les trois mois tous les changements*** *survenus dans leur administration ou direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.*

| BUDGET PRÉVISIONNEL | | | |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | **DÉPENSES** | |
| Nature | Montant | Nature | Montant |
| **Solde en caisse exercice antérieur** | | **Solde en caisse exercice antérieur** | |
| TOTAL | | TOTAL | |

## PROJET(S) DE MANIFESTATION(S)
## PRÉSENTANT UN INTÉRÊT D'ANIMATION LOCALE

**DESCRIPTIF DU ou DES PROJETS** (lieu, date, etc) :

……
……
……
……
……
……
……
……
……
……

| FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU (ou des) PROJET (s) | | | |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | **DÉPENSES** | |
| Nature | Montant | Nature | Montant |
| | | | |
| **Total** | | **Total** | |

**2 MOIS** au moins avant la date de la manifestation, l'Association présentera le **DÉTAIL du PROJET et du FINANCEMENT.**

***Ordonnance du 23 Septembre 1958*** *: …"Lorsqu'une subvention est affectée à un projet, elle doit être utilisée conformément à l'objet pour lequel elle a été consentie"…* **Par défaut elle doit être restituée.**

## CADRE RÉSERVÉ À LA COLLECTIVITÉ

## DÉCISION D'OCTROI

**Délibération n° ……. du ……..**

**Imputation budgétaire …….**

**Montant de la subvention ……..**

**Héricourt, le ……..**

**Le Maire**

*Les données recueillies via le présent imprimé sont destinées à l'instruction par la Ville d'Héricourt des demandes de subventions annuelles émanant des associations.*
*Elles sont conservées 10 ans conformément à l'Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018.*

## ANNEXE : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.
A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.
Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».
Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public. L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

### ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

### ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

### ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

### ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.